

Délibération n° 2019-02-12/1

Objet : Bilan des acquisitions et cessions immobilières – Année 2018

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
 SEANCE DU MARDI 12 FÉVRIER 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le douze février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 6 février 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : B. Conte Arranz

Présents : J.P Rico, Maire

M. Marcou - B. Conte Arranz – C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet – G. Riguidel - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers – B. Deltour - R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain – A. Estève - C. Prost - S. Waselynck – I. Gianiel

Absents ayant voté par procuration : F. Bertouy excusée, pouvoir à J.M Malek - X. Mirault excusé, pouvoir à M. Pellet - C. Moreteau excusée, pouvoir à J.P Rico - B. Rodriguez excusée, pouvoir à C. Pistre - A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – A. Jamet excusé, pour à S. Waselynck

Absent : B. Cosme

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le bilan des cessions et acquisitions immobilières de l'année 2018 comme suit :

ACQUISITIONS	
Nature et localisation du bien	Acquisition de la parcelle cadastrée section AS n°66 d'une superficie 12a 85ca sise au lieu-dit LATOUR 34470 PEROLS.
Acheteur	Commune de Pérols.
Vendeur	Monsieur Robert Henri Marcel RAFFANEL, retraité, époux de Madame Josette Louise Amélie Henriette SANIER.
Procédure d'acquisition	Acquisition par voie de préemption par décision du Maire n°2018-18 en date du 15 février 2018 pour un montant global de 22 490€ Signature de l'acte notarié le 18 juillet 2018.
CESSIONS	
NEANT	

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 25 voix (3 abstentions : C. Germain, A. Estève, C. Prost).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 12 février 2019

Le Maire
Jean-Pierre RICO

